



COMMUNIQUÉ

Public/Privé : Tous Ensemble dans la grève et la manifestation le 22 mai !

Les politiques gouvernementales et politiques détruisent les conquits sociaux de plusieurs décennies, entraînant une hausse de la précarité et de la pauvreté, des inégalités et une insécurité sociale qui s'accroît sans cesse, dans un pays où plus de 46.8 milliards de dividendes seront versés aux actionnaires en 2018.

Ces politiques impactent l'ensemble des salarié-e-s, que l'on soit du privé comme du public, jeunes, retraité-e-s ou privé-e-s d'emploi, en s'attaquant au code du travail, aux statuts et conventions collectives, aux emplois, aux salaires et niveau de vie, à la protection sociale, au droit à l'éducation, aux services publics, à la démocratie sociale ...

Malgré l'offensive généralisée du gouvernement et du patronat contre le monde du travail, depuis plusieurs semaines de nombreux salarié-e-s sont en lutte pour faire entendre leurs revendications et s'opposer à la destruction de leurs droits : cheminot-e-s, fonctionnaires, énergéticien-ne-s, salarié-e-s des Ephaad, de Carrefour, d'Air France, d'ADP, de Mc Donald,

La lutte emblématique des cheminot-e-s se poursuit avec détermination, contre le pacte ferroviaire entraînant la privatisation de la SNCF, la perte du statut des cheminots et détruisant le service public ferroviaire. La journée du 14 mai a clairement exprimé le refus des cheminots d'accepter le pacte ferroviaire avec des taux de grévistes très importants, apportant un démenti cinglant à ceux qui prétendaient enterrer la mobilisation. Comme le confirme la participation massive des cheminots à la consultation en cours.

La direction d'Air France avait lancé un référendum pour contrer la mobilisation sur les salariés : pari perdu puisque plus de 55 % des salariés ont désapprouvé le projet patronal entraînant la démission du PDG actuel et légitimant l'action des organisations syndicales engagées auprès des salarié-e-s pour des hausses de salaires à la hauteur des bénéfices engrangés par l'entreprise. Une même mésaventure pourrait bien arriver à la direction de la SNCF, les cheminots refusant dans l'unité les projets de la direction et du gouvernement.

Après le 22 mars dernier, et face au mépris et à la surdité gouvernementale, les organisations syndicales de fonctionnaires appellent à une nouvelle journée de grève et manifestation le 22 mai prochain pour s'opposer aux 120 000 suppressions d'emplois, au recours accru aux contrats précaires, au gel de l'indice, au plan de départ volontaire, au retour du jour de carence et revendiquer le maintien du code des pensions civiles et militaires et des moyens supplémentaires pour l'accès à l'enseignement supérieur.

Ces organisations demandent l'ouverture de négociations pour leur permettre de porter les revendications des fonctionnaires.

Les Unions Régionales d'Île-de-France CGT-FO-FSU-Solidaires-l'UNEF, soutiennent toutes les actions en court et appellent tout-e-s les salarié-e-s qu'ils soient du privé comme du public, les retraité-es, les privé-e-s d'emploi, les étudiant-e-s et lycéen-ne-s à rejoindre et à participer en masse le 22 mai prochain avec les fonctionnaires à la grève et la manifestation pour contrer les politiques actuelles en préparant la mobilisation interprofessionnelle, dans l'unité d'action, que construisent toutes les luttes en cours.

Tous ensemble le mardi 22 mai - 14h - Place de la République

Pour l'emploi, l'augmentation des salaires et minima sociaux, pour la protection sociale, pour la défense et le développement des services publics, pour le droit à la formation pour tous les jeunes sans sélection à l'entrée de l'université.

Montreuil, le 15 mai 2018